



Ville d'Ollioules

**CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE  
ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE  
ET LA COMMUNE D'OLLIOULES  
POUR L'OPERATION DE REQUALIFICATION URBAINE  
DU CENTRE VILLE D'OLLIOULES DIT GRAND PROJET URBAIN**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, représentée par son Président en exercice, Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité à cet effet par décision du bureau métropolitain du .....

Hôtel de la Métropole  
107, Boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 TOULON CEDEX  
Ci-après dénommée, « la METROPOLE »,

**D'UNE PART**

**ET :**

La MAIRE d'OLLIOULES, représentée par son Maire en exercice Monsieur Robert BENEVENTI, spécialement habilité aux présents termes de la délibération n° 20.05.4 du 23 mai 2020 du CONSEIL MUNICIPAL donnant DELEGATIONS PERMANENTES au Premier Magistrat de la Commune pendant la durée de son mandat sans aucune restriction et sont donc totales,

Hôtel de Ville  
CS 40108  
83191 OLLIOULES CEDEX

Ci-après dénommée, « La COMMUNE D'OLLIOULES »,

**D'AUTRE PART**

## PREAMBULE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, créé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, exerce l'ensemble des compétences prévues à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment en matière d'aménagement de l'espace métropolitain : création, aménagement et entretien de voirie, parcs et aires de stationnement, création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tous modes de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires.

En 2019, la Commune d'Ollioules a fait réaliser des études de marché et de faisabilité par des cabinets spécialisés pour la construction d'équipements culturels et bâtiments communaux dans le cadre d'une réflexion plus globale sur la requalification urbaine compète d'un quartier en centre-ville.

Dans la continuité de ces études préalables de faisabilité, la Commune d'Ollioules a signé une convention de partenariat de mandat de maîtrise d'ouvrage le 5 février 2020 pour la mise en œuvre et le suivi des travaux.

Les études de faisabilité et les réflexions globales d'aménagement de l'ensemble du périmètre ont abouti à la définition d'un programme global de création d'un espace culturel réunissant une média-ludothèque, un cinéma, le conservatoire de musique, une salle polyvalente assorti d'espaces commerciaux et tertiaires, le tout déployant une surface de plancher évaluée à 4.962 m².

L'ensemble immobilier comprend également un parking souterrain et un grand espace végétalisé.

Ce projet est dénommé GRAND PROJET URBAIN.

Les parties ont constaté que les travaux envisagés sont de compétence communale et de compétence métropolitaine.

Dans un souci de cohérence technique et juridique, les parties ont convenu qu'il était préférable que le projet soit être porté par une maîtrise d'ouvrage unique.

La Commune d'Ollioules qui est particulièrement impliquée dans ce projet au titre de sa compétence générale a demandé à être maître d'ouvrage de l'opération, ce que TPM accepte.

L'intervention de la Commune d'Ollioules s'effectuera ainsi conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (loi MOP) et notamment de son article 2, alinéa II, modifié par l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 qui précise « *Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme* ».

## CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

### ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la METROPOLE transfère à la COMMUNE la maîtrise d'ouvrage pour les travaux de requalification urbaine du centre-ville dit GRAND PROJET URBAIN conformément à

l'article 2-II de la loi MOP modifiée.

## **ARTICLE 2 – ATTRIBUTIONS DE LA COMMUNE**

En sa qualité de maître d'ouvrage, la COMMUNE assume toutes les attributions et responsabilités attachées à cette fonction.

Pour ce faire, la COMMUNE mettra en œuvre les règles qui lui sont applicables en particulier pour la passation des marchés.

Pour ce qui concerne les travaux cités à l'article 1, la COMMUNE exerce l'intégralité des missions de maîtrise d'ouvrage et notamment celles de l'article 2 de la loi n° 85-7047 du 12 juillet 1985 dite « loi MOP ».

La COMMUNE est notamment habilitée à passer les marchés publics d'études, de mandat de maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et, sous réserve de la signature de l'avenant prévu à l'article 4, de travaux nécessaires à la réalisation du projet.

La commune devra demander l'accord écrit sur tous les éléments de programme relevant de la compétence de la Métropole avant toutes les phases du projet depuis la programmation jusqu'à la réception sans réserve et la mise en exploitation.

## **ARTICLE 3 – DEFINITION ET REALISATION DES TRAVAUX**

L'opération de requalification urbaine du centre-ville dit GRAND PROJET URBAIN fera l'objet de travaux réalisés en plusieurs tranches.

Il appartiendra à la COMMUNE de définir les modalités de structuration de ses marchés de travaux et notamment les découpages en lots.

Le montant prévisionnel global de l'opération (travaux + marchés d'études de maîtrise d'œuvre + marché de contrôleur technique + marchés d'études préalables) de l'ensemble des équipements est évalué à 37.202.683 € H.T. (44.643.219 € T.T.C.).

La Commune interviendra pour le compte de TPM en tant que maître d'ouvrage délégué pour les travaux suivants :

- réalisation du conservatoire de musique,
- création du parking (à hauteur d'un nombre de places à définir) et des espaces publics extérieurs (dont voirie).

A titre indicatif, en première analyse, la part des compétences métropolitaines représente 60% du projet global soit un montant estimé de 22.558.432 € HT (27.070.118 € TTC)

La COMMUNE informera la METROPOLE des titulaires, de la date de notification des marchés et de leur montant.

Les montants prévisionnels ci-dessus mentionnés sont donnés à titre provisoire, les montants seront revus au moment de l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre. Cette révision fera l'objet d'un avenant à la présente convention afin d'en fixer les modalités financières définitives.

## **ARTICLE 4 – REALISATION DES TRAVAUX**

La réalisation effective des travaux est soumise à l'intervention d'un avenant à la présente convention formalisant l'accord des parties pour la poursuite du projet, au vu des résultats de l'appel d'offres relatif aux marchés de travaux et de leurs capacités financières.

A la suite des procédures de mise en concurrence relatives aux travaux, la COMMUNE transmettra à la METROPOLE les éléments financiers définitifs du projet faisant apparaître son coût définitif, leur part de financement respective tenant compte des subventions et des fonds de concours, ainsi que l'échéancier des paiements.

A défaut d'un accord des parties sur l'avenant précité dans un délai de trois(3) mois à compter de la date de réception par la METROPOLE des informations transmises par la COMMUNE, la présente convention sera résiliée de plein droit.

Il est donc précisé que les dispositions de la présente convention qui traitent de la phase « travaux » du projet ne seront applicables que sous réserve de la signature de l'avenant susvisé.

Sans préjudice des situations d'urgence avérées, la METROPOLE sera consultée sur l'avant-projet des travaux à exécuter relevant de sa compétence.

En l'absence d'observations dans ce délai, l'avis de la METROPOLE sera réputé défavorable.

La Métropole sera informée de l'avancement du chantier. La METROPOLE aura le droit de suivre l'exécution des travaux relevant de sa compétence. Elle aura en conséquence le libre accès aux chantiers. Au cas où elle constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution, elle devra le signaler à la COMMUNE, par écrit, dans le délai de huit jours.

#### **ARTICLE 5 – RECEPTION DES TRAVAUX – REMISE DES OUVRAGES REALISES**

Sous réserve de l'intervention de l'avenant prévu à l'article 4, la METROPOLE sera invitée aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux. Elle formulera ses observations éventuelles qui seront consignées au Procès-Verbal. Celles-ci ne pourront porter que sur les travaux relatifs à ses compétences mais elle sera informée de tous travaux pouvant avoir des incidences sur ses propres réseaux.

La décision de la COMMUNE, maître d'ouvrage de l'opération, de réceptionner les travaux, entraîne la remise à la METROPOLE des ouvrages réalisés pour son compte.

Ces décisions prendront la forme d'un procès-verbal contradictoire associant a minima l'entreprise, la ville et la métropole.

Quitus de sa mission ne sera donné à la COMMUNE qu'en l'absence de réserves et, si réserves il y a, qu'après levée de l'ensemble desdites réserves d'un commun accord entre les maîtres d'ouvrage concernés.

Toutes les pièces afférentes aux travaux réalisés seront transmises à la METROPOLE dans un délai qui ne saurait excéder deux (2) mois à compter de la date d'intervention de la décision de réception.

#### **ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIERES**

La mission confiée à la COMMUNE par la présente convention est assurée à titre gratuit.

Sous réserve de l'intervention de l'avenant prévu à l'article 4 et de ses dispositions spécifiques, la METROPOLE s'engage à supporter l'ensemble des charges correspondant à la réalisation des travaux relevant de sa compétence, sur la base des prix des marchés qui lui seront communiqués.

La participation de la METROPOLE sera arrêtée au coût réel des travaux et des études réalisés duquel seront déduits : les subventions perçues par la commune pour le projet ; les fonds de concours communaux  
L'avenant prévu à l'article 4 viendra préciser les montants ainsi que l'échéancier de remboursement.

## **ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT**

Le mandatement des dépenses est effectué par la COMMUNE.

Le remboursement par la METROPOLE sera effectué sur la base des dépenses réalisées par la COMMUNE desquelles seront déduites à due proportion les subventions perçues et les fonds de concours communaux.

S'agissant d'une opération pour le compte de tiers, la METROPOLE s'engage à payer les sommes dues T.T.C. :

- sur présentation des différentes situations et d'un état des sommes effectivement mandatées pour chacune des compétences concernées.
- le solde à l'établissement des DGD, en fonction du coût réel des travaux et des prestations réalisées déduction faite des subventions perçues

La METROPOLE versera à la COMMUNE les sommes réclamées dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de la demande.

En cas de désaccord entre le COMMUNE et la METROPOLE sur le montant des sommes dues, la METROPOLE mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'elle a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.

En fin d'opération, le mandatement du solde interviendra au plus tard dans les deux (2) mois suivant le quitus donné par la METROPOLE à la COMMUNE.

Les charges exposées par la COMMUNE dans le cadre de la phase « études » du projet seront pris en charge sur la base de la clé de répartition indicative mentionnée à l'article 3 : 60% METROPOLE ; 40% COMMUNE.

L'avenant prévu à l'article 4 viendra, le cas échéant, préciser les modalités financières de participation des parties au projet durant la phase « travaux ».

## **ARTICLE 8 – RESPONSABILITE ET DROIT DES TIERS**

D'une façon générale, les droits des tiers sont réservés ainsi que tous les droits de la METROPOLE non prévus par la présente convention.

Le COMMUNE ne saurait se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers.

La COMMUNE sera responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'elle a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage. Néanmoins, faute d'avoir signalé à la COMMUNE ses constatations d'omission ou de malfaçons en cours de

chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, la METROPOLE ne pourra ultérieurement mettre en cause la responsabilité de la COMMUNE dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

La METROPOLE sera subrogée à la COMMUNE pour exercer les recours ouverts vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs par la législation en vigueur sauf pour ce qui concerne la levée des réserves et les désordres ressortissant de la garantie de parfait achèvement.

La COMMUNE s'engage à informer les entrepreneurs de cette subrogation et de leur en imposer l'acceptation.

#### **ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention sera exécutoire après transmission au contrôle de légalité et notification auprès de la METROPOLE et de la COMMUNE et prendra fin à l'achèvement des garanties contractuelles.

#### **ARTICLE 10 – RESILIATION**

Sans préjudice des dispositions de l'article 4 ; la présente convention pourra être résiliée, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque l'une des parties ne respecte pas ses obligations.

En cas de résiliation, il sera procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par la COMMUNE en qualité de maître d'ouvrage délégué. Ce constat fera l'objet d'un procès-verbal qui précisera en outre les mesures conservatoires que la COMMUNE doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indiquera enfin le délai dans lequel la COMMUNE devra remettre l'ensemble des dossiers à la METROPOLE.

#### **ARTICLE 11 – CONTENTIEUX**

Tout litige inhérent à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

#### **ARTICLE 12 – LEGALITE**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au contrôle de légalité et notification aux parties.

Elle est rédigée en deux exemplaires originaux remis respectivement à la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et à la Commune d'Ollioules.

**FAIT A TOULON LE .....**

Pour la COMMUNE D'OLLIIOULES (1),  
le Maire, Robert BENEVENTI

Pour la METROPOLE  
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,  
Le Président, Hubert FALCO

(1) Toutes les pages doivent être paraphées et la signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »